

Centre national des Œuvres Universitaires et scolaires

[60 boulevard du lycée - 92170 Vanves]

**MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA
COMMUNICATION**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Prestation d'assistance utilisateur, support
technique et accompagnement opérationnel à
l'utilisation du logiciel RenoïRH**

**Marché passé en Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1°
et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.**

TABLE DES MATIERES

1.	Objet du marché	6
2.	Allotissement	6
3.	Dispositions générales du marché	6
3.1	Forme du marché	6
3.2	Modalité de l'émission des bons de commande	7
3.3	Durée du marché	8
3.4	Délai d'exécution des prestations à bon de commande	8
4.	Pièces constitutives du marché	8
5.	Obligations du Titulaire	9
5.1	Protection de la main d'œuvre	9
5.2	Réparation des dommages	9
5.3	Assurances	10
5.4	Autres obligations	10
5.4.1	Obligations relatives à la sous-traitance	10
5.4.2	Confidentialité	10
6.	Modification du contrat en cours d'exécution	11
6.1	Modifications relatives au titulaire	11
6.2	Modifications des prestations	11
7.	Modalités d'exécution des prestations	12
7.1	Délais d'exécution des prestations	12
7.1.1	Demande de prolongation du délai d'exécution	12
7.2	Lieux d'exécution des prestations	12
7.3	Désignation de référents	13
7.4	Communication et réunions	13
7.5	Annulation d'une prestation pour la mission 3 (prestation 3-1)	13
8.	Constatation de l'exécution des prestations	14
8.1	Vérifications	14
8.2	Vérification qualitative	14
8.3	Admission	14
8.4	Garantie	14
9.	Prix	14
9.1	Nature et contenu des prix	14
9.2	Variation des prix	15
10.	Avance	15
11.	Modalités de règlement et de facturation	15
11.1	Périodicité des paiements	15
11.1.1	Mission 1 (accompagnement à la direction de projet)	15

11.1.2	Mission 2 Assistance et conseil auprès des utilisateurs :	15
11.1.3	Mission 3 - Prestations complémentaires à bons de commandes	16
11.2	Modalités de paiement	16
11.3	Régime et délais de paiements	17
11.4	Intérêts moratoires	17
12.	Respect des principes de la republique	17
13.	Pénalités	18
13.1	Pénalités de retard	18
13.2	Pénalités pour non-respect des indicateurs de performance	18
13.3	Pénalités de retard GTI et GTR	18
13.4	Pénalités pour non-respect des engagements sociaux	19
13.5	Pénalité pour absence aux réunions	19
13.6	Pénalités de retard dans la transmission de document	19
13.7	Pénalités pour travail dissimulé	19
14.	Nantissement ou cession de créances	20
15.	Résiliation	20
16.	Litiges	20
17.	Dérogations au CCAG-TIC	20

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la mise en place d'une prestation d'assistance utilisateur, support technique et accompagnement opérationnel à l'utilisation du logiciel RenoiRH, dont doivent bénéficier les 26 Crous et le Cnous dans le cadre du changement de Système d'Informations des Ressources Humaines (passage du progiciel Pléiades de SOPRA HR Software à RenoiRH à compter du 1^{er} janvier 2026).

Le marché doit permettre notamment :

1. d'accompagner le Cnous à la direction du projet
2. d'assurer une assistance auprès des utilisateurs :
 - 2.1 avec une assistance renforcée de la notification du marché à janvier 2026 dans le cadre du pré-démarrage à l'utilisation de RenoiRH
 - 2.2 une assistance post démarrage à partir de février 2026 jusqu'en septembre 2026 inclus
 - 2.3 une assistance courante à partir d'octobre 2026 jusqu'à la fin du marché
- 3 de proposer aux établissements concernés (Crous/Cnous) des formations ponctuelles

Les prestations sont décrites et définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et s'organisent autour de 3 missions :

- Mission 1 : Accompagnement à la direction de projet
- Mission 2 : Assistance et conseil auprès des utilisateurs :
 - 2.1. avec une assistance renforcée de la notification du marché à janvier 2026 dans le cadre du pré-démarrage à l'utilisation de RenoiRH
 - 2.2. une assistance post démarrage à partir de février 2026 jusqu'en septembre 2026 inclus
 - 2.3 une assistance courante à partir d'octobre 2026 jusqu'à la fin du marché
- Mission 3 : Prestations complémentaires à bons de commandes :
 - 3.1. prestations de formation (prise en main du logiciel, perfectionnement)
 - 3.2. prestations supplémentaires d'accompagnement au projet

Dans un souci de rationalisation du processus d'achat, un groupement de commandes est constitué conformément aux articles L 2113-6, L 2113-7 et L 2113-8 du code de la commande publique, regroupant plusieurs Crous du réseau.

La liste des adhérents est fournie en annexe n°1 de ce présent CCAP. Le Cnous assure les missions de coordonnateur du groupement.

2. ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L 2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

3. DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHÉ

3.1 Forme du marché

Le présent accord-cadre est mono attributaire.

Le présent marché est traité à prix mixtes, au regard du cadre financier (annexe n°1 de l'acte d'engagement) complété par le Titulaire :

- Un prix forfaitaire tel qu'indiqué dans la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour les missions 1 et 2;
- Un prix unitaire pour la mission 3 tel que précisé dans le bordereau des prix unitaire (BPU). Les prestations donneront lieu à l'émission de bons de commande, conformément aux articles R 2162-2 alinéa 2 et 2162-4 1° du Code de la commande publique avec les montants minimum et maximum suivants :

Prestations unitaires	Montant minimum	Montant maximum <i>sur toute la durée du marché</i>
U.O 3.1 Prestations de formations	0 € HT	120 000 € HT
U.O 3.2 Prestations complémentaire	0 € HT	284 000 € HT

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande conformément à l'article R 2162-13 du Code de la commande publique

Obligations relatives au suivi financier du montant maximum

Afin de permettre au Pouvoir Adjudicateur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu d'alerter le Pouvoir Adjudicateur (Crous) lorsque les consommations atteignent **75 % du montant maximal** du présent marché.

3.2 Modalité de l'émission des bons de commande

Au sein du service émetteur, les personnes habilitées à émettre les bons de commande sont les représentants des Crous ou toute personne ayant reçu délégation.

Le Pouvoir adjudicateur exprime au Titulaire son besoin à travers l'émission des bons de commande.

Aucun bon de commande ne peut être émis au-delà de la validité du marché

A minima les renseignements suivants sont portés sur le bon de commande :

- le numéro du bon de commande,
- le service émetteur et le nom du demandeur,
- les références du marché et du Titulaire,
- l'adresse de facturation,
- la date de début d'exécution des prestations,
- le délai d'exécution,

- la date d'émission du bon de commande,
- le montant HT / TVA / TTC,
- le descriptif de la prestation ou le détail des fournitures,
- les modalités de facturation (100% après service / Paiement partiel autorisé / Paiement d'avance),
- les livrables attendus le cas échéant,
- la référence au devis / au BPU / a la DPGF le cas échéant,
- la révision appliquée le cas échéant.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le Titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un jour ouvré suivant la date d'envoi. A cet effet, il appartient au Titulaire de communiquer au Pouvoir adjudicateur la ou les adresse(s) électronique(s) des destinataires.

3.3 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de la date de notification, et ce jusqu'au 30 mars 2027. Il n'est pas renouvelable.

3.4 Délai d'exécution des prestations à bon de commande

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande.

Les bons de commande pourront s'exécuter au-delà de la date de fin du marché à la condition qu'ils aient été signés et adressés au titulaire préalablement à cette date.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 - cadre financier comprenant le BPU (bordereau de prix unitaire) et le DPGF(décomposition du prix global et forfaitaire).
 - Annexe 2 - engagements sociaux du candidat
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 (liste des membres du groupement)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-TIC) applicable aux marchés publics des techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- Le cadre de réponse remis par le Titulaire.

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées par avenant. Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG TIC la notification implique la remise au titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé et de son annexe. Il ne sera pas remis de copie de l'offre technique du titulaire (mémoire technique...) ni du CCAP et du CCTP. La version de ces derniers qui fait foi est celle conservée par le pouvoir adjudicateur.

5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire remet tous les 6 mois :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale en cours de validité.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (Modifié par la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013 - art. 83), toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

A défaut de respecter les obligations qui découlent des premier et troisième alinéas de l'article cité *supra* ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3.

5.2 Réparation des dommages

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-TIC, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause.

Le Titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

5.3 Assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, conformément à l'article 9 du CCAG-TIC.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

5.4 Autres obligations

5.4.1 Obligations relatives à la sous-traitance

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché.

5.4.2 Confidentialité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-TIC s'appliquent dans le cadre du présent marché.

A ce titre, le Titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre

toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au contrat.

6. MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS D'EXECUTION

Le marché peut être modifié conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

6.1 Modifications relatives au titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du Pouvoir adjudicateur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir adjudicateur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un extrait original du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le Pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant conclu entre le Pouvoir adjudicateur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

6.2 Modifications des prestations

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier la masse initiale des prestations, à la hausse ou à la baisse, en cours

d'exécution du marché, sur la base d'une proposition financière du titulaire accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut ainsi ajouter ou retirer des structures, en tout ou partie, afin de tenir compte des modifications d'utilisation des sites et s'approcher de leur utilisation réelle.

En cas de modification des prestations, l'incidence financière sera calculée selon la règle de proportionnalité.

Le titulaire est tenu d'accepter les modifications relatives à l'ajout ou au retrait de site, en tout ou partie. Ces modifications dans l'exécution des prestations intervenues en cours de période feront l'objet d'un avenant récapitulatif.

Ces modifications ne devront pas avoir pour effet de changer la nature globale du contrat. Dans le cas contraire, et conformément à l'article L.2195-6 du Code de la commande publique, le marché public pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur.

A cet égard, le titulaire adressera au Pouvoir adjudicateur le détail des mesures proposées avec leur coût détaillé. Une rencontre sera alors organisée afin de déterminer les mesures qui peuvent être retenue en vue d'une modification des clauses contractuelles et leur impact financier. Un avenant sera alors rédigé et contractualisé.

Enfin, le présent marché peut être modifié en cas de changement d'indice INSEE et dans les cas listés aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique.

7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Délais d'exécution des prestations

Le Titulaire est engagé sur les délais de mise en place et de réalisation figurant à l'appui de son offre. Les délais pour assurer les prestations attendues, notamment en terme d'assistance et d'accompagnement des utilisateurs, figurent dans le CCTP et leur non-respect donne lieu aux pénalités de retards précisées dans l'article 13 du présent CCAP.

7.1.1 Demande de prolongation du délai d'exécution

Le Pouvoir adjudicateur peut accorder au Titulaire une prolongation des délais d'exécution fixés dans le CCTP, le CCAP ou dans l'offre technique du Titulaire, lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement à caractère de force majeure.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire devra informer le Pouvoir adjudicateur des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel. Il y indiquera la durée de la prolongation demandée.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

7.2 Lieux d'exécution des prestations

Pour les missions 1 et 2 et la prestation 3.2 de la Mission 3, les prestations pourront être exécutées :

- En présentiel de préférence dans les locaux du Crous notamment sur la période à compter de la notification du marché (prévisionnel octobre 2025) à janvier 2026
- En distanciel

Pour les formations (prestation 3.1), elles peuvent se dérouler sur toute la France, dans les locaux de l'établissement qui passe la commande, excepté pour les Crous ultra-marins et le Crous de Corse. Dans ce dernier cas, les formations seront soit en distanciel soit dans les locaux d'un Crous situé en métropole, conformément aux dispositions indiquées à l'article 5.3 du CCTP.

Dans tous les cas, l'adresse de réalisation sera précisée dans le bon de commande.

7.3 Désignation de référents

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne un chef de projet qui sera l'interlocuteur unique du Pouvoir Adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur peut faire appel au responsable désigné pour toute question relative au suivi du marché ; il doit être en mesure de répondre efficacement à toute demande sur l'exécution technique des prestations dues au titre du présent marché ainsi que sur la facturation des prestations, la révision des prix, etc....

Cette disposition ne remet pas en cause les éventuelles dispositions prévues au CCTP en matière de comitologie (article 5).

La liste de l'ensemble des interlocuteurs au niveau du Crous et des Crous sera transmise au titulaire lors du démarrage du marché.

7.4 Communication et réunions

Dans le cadre du suivi des prestations, un certain nombre de réunions sont prévues entre le Titulaire, le Crous et les Crous. Les règles de comitologie sont fixées par le CCTP, notamment son article 5.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est rédigé par le Titulaire et transmis au Pouvoir Adjudicateur dans un délai de 3 jours ouvrés, pour validation.

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions est faite par le représentant du Titulaire.

Le prix de ces réunions est inclus dans l'annexe portant cadre financier (DPGF).

La non-production du compte-rendu de réunion dans les délais impartis sont susceptibles d'entraîner l'application de pénalités, telles que prévues à l'article 13 du présent CCAP

7.5 Annulation d'une prestation pour la prestation 3-1 de la mission 3

En cas d'annulation d'une session de formation par le pouvoir Adjudicateur, notamment en raison d'un nombre insuffisant de participants, et si la prestation ne peut être reportée à une date ultérieure, la session sera annulée et le prestataire sera indemnisé à hauteur de :

- 20 % du prix TTC de la session concernée pour une annulation 30 jours calendaires ou plus avant la date du premier jour de formation.
- 40 % du prix TTC de la session concernée pour une annulation entre 8 jours calendaires et 29 jours calendaires avant la date du premier jour de formation.

- 60 % du prix TTC de la session concernée pour une annulation 7 jours calendaires ou moins avant la date du premier jour de formation.

Dans ce cas, le Titulaire devra faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur une facture du montant de l'indemnisation (sans TVA) en indiquant dans son objet « indemnisation prévue à l'article 7-4 du CCAP ».

8. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-TIC.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont celles qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

8.2 Vérification qualitative

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG TIC.

Si les prestations ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande verbale ou écrite, qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

8.3 Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 34.1 du CCAG-TIC par le pouvoir adjudicateur.

8.4 Garantie

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-TIC, il n'est pas prévu de période de garantie.

9. PRIX

9.1 Nature et contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires pour les missions 1 et 2 et à prix unitaires pour la mission 3, sur la base du cadre financier (BPU + DPGF) annexé à l'acte d'engagement.

Pour les prix unitaires, il s'agit des prix portés au Bordereau des Prix Unitaires multipliés par les quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation et doivent inclure les frais de déplacement éventuels

9.2 Variation des prix

Compte tenu de la durée du marché, inférieure à 2 ans, il n'est pas prévu de révision des prix en cours d'exécution. Les prix sont donc fermes sur toute la durée du marché.

10. AVANCE

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-3 du code de la Commande Publique.

Si le titulaire n'a pas renoncé à l'avance, celle-ci ne lui est due que pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est calculé de la manière suivante :

- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du montant forfaitaire ou du montant bon de commande en cause ;
- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant forfaitaire ou le montant du bon de commande divisée par la durée du marché pour la partie forfaitaire ou par la durée du bon de commande exprimée en mois pour la partie unitaire ;
- si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, ce montant est porté à 10%.

11. MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

Les prestations donnent lieu à l'émission d'un bon de commande par le Pouvoir Adjudicateur concerné (Cnous ou Crous) dans lequel sont définis les délais et modalités d'exécution. Le paiement intervient après validation du service fait.

11.1 Périodicité des paiements

11.1.1 Mission 1 (accompagnement à la direction de projet)

Cette mission est conclue à prix forfaitaire, sur la base du prix figurant sur la DPGF.

Le Titulaire établit une facture en euros, à l'issue de l'admission de la prestation.

Le paiement intervient après service fait trimestriellement, à l'échéance de chaque trimestre civil.

Le forfait est facturé au Cnous.

11.1.2 Mission 2 Assistance et conseil auprès des utilisateurs :

Cette mission est conclue à prix forfaitaire, sur la base du prix figurant sur la DPGF.

Le paiement intervient après service fait, trimestriellement à l'échéance de chaque trimestre civil. La demande de paiement fait apparaître le détail des UO facturées.

Cette prestation est facturée au Crous.

11.1.3 Mission 3 - Prestations complémentaires à bons de commandes

Cette mission est conclue à prix unitaires sur la base des prix portés sur le BPU.

Pour l'UO 3.1 Prestations de formation,

Chaque bon de commande est facturé par le titulaire selon les modalités de constatation des prestations réalisées telles qu'elles sont définies à l'article 8. Le pouvoir adjudicateur procède au paiement après acceptation des prestations et émission du service fait.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement (bon de commande, feuille émargement).

Cette prestation est facturée à l'établissement émetteur du bon de commande (Crous ou Crous).

Pour l'UO 3.2 Prestations d'accompagnement au projet

Le paiement intervient trimestriellement sur la base des journées réalisées au vu du bon de commande qui a été émis préalablement à la prestation. Le pouvoir adjudicateur procède au paiement après acceptation des prestations et émission du service fait.

Cette prestation est facturée au Crous.

11.2 Modalités de paiement

Lorsque le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement après contrôle de la facture et émission du service fait.

Depuis le 1er janvier 2020 le dépôt de la facture est obligatoire pour l'ensemble des entreprises travaillant avec l'Etat. Aussi toute facture qui n'aura pas fait l'objet d'un dépôt sur le portail Chorus Pro sera réputée non reçue par l'administration et ne pourra donner lieu à une demande d'intérêts moratoires pour défaut de paiement dans le cadre du Délai Global de Paiement.

Les factures doivent être envoyées à l'adresse suivante : sur le portail ChorusPro sous forme dématérialisé (PDF ou saisie directe sur Chorus) : <https://Chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la facture électronique doit comporter outre les mentions légales les éléments suivants :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ainsi que le numéro de marché ou de contrat ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;

- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- 12° Les livrables attendus le cas échéant ;
- 13° La référence au devis / au BPU / à la DPGF le cas échéant ;
- 14° La révision appliquée le cas échéant.

Les services émetteurs de commandes peuvent indiquer leurs codes de facturation Chorus sur leurs bons de commandes.

11.3 Régime et délais de paiements

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2192-12 à R.2192-24 du Code de la Commande Publique.

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R 2191-26 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

11.4 Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Conformément aux dispositions de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme. Ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. Le pouvoir adjudicateur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels

manquements. Le Pouvoir Adjudicateur peut demander au Titulaire, à tout moment de l'exécution du marché, un point sur les mesures prises en œuvre et les modalités de contrôle afférentes ; le Titulaire doit répondre dans un délai de 7 jours ouvrés. Dans le cas contraire, il s'expose aux pénalités détaillées à l'article 14.1 du présent document.

13. PENALITES

Ces pénalités sont, par principe, appliquées par précompte sur les sommes dues au Titulaire. En cas d'impossibilité d'application desdites pénalités lors du mandatement, les pénalités font l'objet d'un titre de recette adressé au Titulaire.

Toutes les infractions sont constatées par le Pouvoir adjudicateur ou tout contrôleur désigné par celui-ci, qui tient lieu d'unique formalisme pour appliquer les pénalités correspondantes.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

13.1 Pénalités de retard

En cas de retard imputable au Titulaire sur les délais d'exécution définis sur les prestations et dans les bons de commande énumérés, le Titulaire se verra appliquer, sans mise en demeure préalable une pénalité de **800 € par jour ouvré de retard**.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant des pénalités ne pourra pas dépasser 20 % du montant du bon de commande ou du montant de la mission (prix HT).

13.2 Pénalités pour non-respect des indicateurs de performance

Des sanctions sont applicables lorsque les indicateurs de performance (KPI), tels qu'ils sont exprimés dans l'article 6.3.B du CCTP, ne sont pas respectés sur une durée de deux mois consécutifs ou en cas de retours récurrents d'insatisfaction des usagers. Dans ce dernier cas, le Titulaire devra avoir été mis en demeure dans un délai de 15 jours ouvrés, par courrier recommandé avec AR.

Le titulaire sera soumis à une pénalité forfaitaire de 800 €.

13.3 Pénalités de retard GTI et GTR

Pour les GTI le délai est au maximum de :

- 1 heure ouvrée s'il s'agit d'un niveau de priorité « Critique » (P1),
- 4 heures ouvrées s'il s'agit d'un niveau de priorité « Modéré » (P2),

- 8 heures ouvrées s'il s'agit d'un niveau de priorité « Bas » (P3)

Pour les GTR, le délai est calculé après le début de l'intervention et est au maximum de :

- 4 heures ouvrées s'il s'agit d'un niveau de priorité « Critique » (P1),
- 1,5 jours ouvrés s'il s'agit d'un niveau de priorité « Modéré » (P2),
- 2,0 jours ouvrés s'il s'agit d'un niveau de priorité « Bas » (P3)

En cas de dépassements des délais applicables à la GTI et à la GTR pour les Priorités critiques (P1) et Priorités modérées (P2), une pénalité de 400 € sera appliquée par demi-journée ouvrée de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant des pénalités ne pourra pas dépasser 20 % du prix annuel HT de la Mission 2 (ligne UO 2.1 de la DPGF).

13.4 Pénalités pour non-respect des engagements sociaux

En cas de non-respect des engagements sociaux pris par le Titulaire à l'appui de son offre, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € par manquement constaté. (absence de bilan annuel, non-transmission des documents attestant de la réalisation des engagements, non-réalisation d'un ou plusieurs engagement).

13.5 Pénalité pour absence aux réunions

Une pénalité de 300 € sera appliquée au Titulaire pour toute absence à une réunion prévue par le chef de projet du CNOUS. En cas d'absence dûment justifiée, le CNOUS pourra décider de lever l'application de la pénalité.

13.6 Pénalités de retard dans la transmission de document

Lorsque le délai contractuel de livraison d'un livrable, éventuellement assorti d'une prolongation de délai, est dépassé, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité, dès le lendemain du jour où le délai contractuel est expiré. Les délais sont rappelés dans le déroulé du CCTP.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, la pénalité est forfaitaire, elle s'élève à 100 € par jour ouvré de retard dans la remise du ou des rapports attendus.

Cette pénalité s'applique pour toute demande de document propre au suivi de l'exécution du marché.

13.7 Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par les organismes au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre du marché est égal à 500 € H.T. L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

14. NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

Le Titulaire doit notifier à l'établissement de crédit ou à la société d'affacturage bénéficiaire de la cession, de l'affacturage ou du nantissement de créance, l'adresse de l'agent comptable chargé du paiement.

15. RESILIATION

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou insatisfaisante des prestations par le Titulaire, le Crous peut décider de mettre fin au présent marché sans indemnités.

Cette décision de résiliation ne peut intervenir qu'après mise en demeure restée infructueuse adressée au Titulaire l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Dans tous les autres cas, la résiliation du marché peut être prononcée à tout moment par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles 47 à 54 inclus du CCAG-TIC.

Par ailleurs, conformément à l'article 83 de la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013, en cas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code de travail, doit lui enjoindre aussitôt de faire cesser sans délai cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux (2) mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

À défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

16. LITIGES

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG-TIC. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le Crous ou le Crous concerné.

17. DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Les articles du présent CCAP dérogent aux articles CCAG-TIC sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-TIC
<u>4.</u>	<u>4.1 et 4.2.1</u>

<u>8.4</u>	<u>36</u>
<u>13</u>	<u>14.1.3</u>
<u>13.1</u>	<u>14.1.2</u>
<u>13.2</u>	<u>14.1.2</u>
<u>13.3</u>	<u>14.1.2</u>
<u>13.6</u>	<u>14.1.1</u>